

The logo consists of the letters 'PS' in a bold, red, sans-serif font.

Paris, le 7 décembre 2010

**Communiqué**

**Bruno Julliard, Secrétaire national à l'éducation**

### **PISA : la politique de la droite en échec.**

Les résultats de l'enquête PISA 2009 témoignent du marasme éducatif dans lequel la droite plonge l'école depuis près de 10 ans, et plus encore depuis 2007. S'il ne fallait retenir qu'un seul chiffre – désespérant – de l'enquête PISA 2009, ce serait celui-ci : la proportion des élèves de 15 ans qui ont de très graves difficultés de compréhension de l'écrit a augmenté de 5 %. Cette proportion est supérieure à ce qu'elle est dans la moyenne des pays de l'OCDE. La même dégringolade s'observe en culture mathématique : la France, a quitté le groupe des pays les plus performants auquel elle appartenait il y a 6 ans. Il y a plus grave encore : notre système n'est plus capable de réduire les inégalités sociales. L'impact du milieu socioculturel sur les performances des élèves est effroyablement lourd, bien davantage que dans les pays qui ont les meilleurs résultats.

Ces résultats médiocres, voire mauvais, de la France mesurés par cette enquête internationale sont le résultat d'une politique dangereuse et irresponsable menée depuis 2002 et plus encore depuis 2007 : suppressions de postes par dizaines de milliers chaque année, qui privent les établissements et les équipes pédagogiques des moyens de lutter efficacement contre l'échec scolaire ; creusement des inégalités par la disparition de la carte scolaire, qui empêche la mixité sociale et scolaire indispensable à la réussite de tous ; politique « d'extraction » des « méritants » d'un côté (internats d'excellence), des « perturbateurs » de l'autre (ERS) qui laisse tous les autres de côté ; conception archaïque de la pédagogie incompatible avec les exigences d'une société créative ; maternelle attaquée, alors que les élèves qui ont été préscolarisés ont des résultats très supérieurs aux autres ; enseignants maltraités – aujourd'hui privés de formation – alors qu'ils sont les premiers acteurs et les garants de la transmission du savoir à tous les élèves. Au total, depuis 2003, les dépenses par élève de l'enseignement primaire et secondaire se sont accrues de 5 % en France contre 25 % en moyenne dans les pays de l'OCDE.

Il est plus que temps de changer radicalement de politique. La France doit recommencer, comme tous ses partenaires, à investir dans l'éducation, à tous les niveaux, depuis la maternelle jusqu'à l'université. Nous devons mettre fin aux écarts scandaleux observés entre les élèves les plus favorisés et ceux qui subissent de plein fouet les ségrégations sociales et spatiales et sont condamnés à l'abandon éducatif.

Pour opérer ce changement, le Parti socialiste fait aujourd'hui des propositions, notamment dans le cadre de la Convention sur l'égalité réelle : développer la scolarisation précoce, concentrer les moyens sur le primaire, passer aux cinq jours éducatifs, transformer le collège pour la réussite de tous, rénover la pédagogie et limiter les redoublements, améliorer l'enseignement prioritaire, mettre en place une nouvelle carte scolaire, et réussir ce projet en passant un nouveau contrat avec les enseignants.

L'éducation est notre avenir. Ce sera notre priorité.